



Conseil économique
et social

Distr.
LIMITÉE

E/ICEF/1997/P/L.5/Add.1
1er juillet 1997
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

FONDS DES NATIONS UNIES POUR L'ENFANCE
Conseil d'administration
Troisième session ordinaire de 1997
9-12 septembre 1997
Point 4 de l'ordre du jour provisoire*

POUR SUITE À DONNER

RECOMMANDATION CONCERNANT LE PROGRAMME DE PAYS**

Venezuela

Additif

RÉSUMÉ

Le présent additif à la note de pays soumise au Conseil d'administration lors de sa première session ordinaire en janvier 1997 contient la recommandation finale concernant le programme de pays pour l'approbation du Conseil.

Il contient une recommandation en vue du financement du programme de pays du Venezuela dont le niveau annuel de planification est de 1 000 000 de dollars ou moins. La Directrice générale recommande au Conseil d'administration d'approuver un prélèvement de 4 250 000 dollars sur la masse commune des ressources, dans la limite des fonds disponibles, et un prélèvement de 2 625 000 dollars sur les fonds supplémentaires, sous réserve du versement de contributions à des fins spéciales, pour la période 1998-2002.

* E/ICEF/1997/20.

** La note de stratégie originale n'a indiqué que des chiffres indicatifs pour la coopération estimative au programme. Les chiffres indiqués dans le présent additif sont finals et tiennent compte des soldes non dépensés au titre de la coopération au programme à la fin de l'exercice 1996. Ces chiffres sont indiqués dans l'état récapitulatif des engagements recommandés en 1997 pour les programmes à financer par prélèvement sur la masse commune des ressources et par des fonds supplémentaires (E/ICEF/1997/P/L.18).

DONNÉES DE BASE

(1995, sauf indication contraire)

| | |
|--|------------------|
| Nombre d'enfants (millions, 0 à 18 ans) | 9,3 |
| Taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans (pour 1 000 naissances vivantes) | 24 |
| Taux de mortalité infantile (pour 1 000 naissances vivantes) | 20 |
| Pourcentage des enfants présentant une insuffisance pondérale à la naissance (moyenne et grave, 1987) | 6 |
| Taux de mortalité maternelle (pour 100 000 naissances vivantes, 1990) | 120 |
| Taux d'alphabétisation (hommes/femmes, 1990) | 92/90 |
| Taux net de scolarisation primaire (garçons/filles) | 81/84 |
| Pourcentage des enfants inscrits au cours élémentaire qui atteignent le cours moyen (%, 1992) | 78 |
| Pourcentage de la population ayant accès à l'eau salubre (%) | 79 |
| Pourcentage de la population ayant accès aux services de santé | ... |
| PNB par habitant | 3 020 dollars |

Enfants de 1 an ayant reçu une série complète de vaccins contre :

| | |
|---|------|
| la tuberculose : | 91 % |
| la diphtérie, la coqueluche, le tétanos : | 68 % |
| la rougeole : | 67 % |
| la poliomyélite : | 85 % |

Femmes enceintes vaccinées contre :

| | |
|--------------|------|
| le tétanos : | 18 % |
|--------------|------|

LA SITUATION DES ENFANTS ET DES FEMMES

1. À l'heure actuelle, le Venezuela consacre environ 32 % du budget national aux investissements du secteur social, ce qui représente l'un des pourcentages les plus élevés des affectations à ce secteur en Amérique latine et dans les Caraïbes. Au début de 1996, le Gouvernement a entrepris l'application de politiques macro-économiques dénommées «Agenda Venezuela». Le secteur social de l'Agenda comprend 14 programmes compensatoires financés au moyen d'une allocation minimale de 2 % du produit intérieur brut. Environ la moitié des ressources sont réservées aux enfants de moins de 15 ans dans le cadre des systèmes de santé et d'éducation.

2. Cet effort vise à remédier à une situation d'extrême pauvreté face à des revenus en augmentation et à des disparités régionales qui ont des effets pervers quant à la capacité du pays à atteindre les objectifs de la décennie des enfants. Les ressources du pays n'ont pas été suffisamment exploitées pour permettre la mise en place d'une infrastructure solide et durable ou pour développer une mentalité favorable à la participation dans le contexte des politiques et des finances publiques. Ceci fait du Venezuela l'un des pays de la

/...

région qui hérite d'une forte dépendance à l'égard de l'État. Les institutions du secteur public exercent des contrôles rigides, le cadre juridique entrave la compétition et les structures sont fortement centralisées ce qui affecte à la fois la qualité et la couverture des services. Un important pourcentage des enfants, des adolescents, des femmes et de la population autochtone, notamment dans les zones marginales, continuent à souffrir d'un manque d'accès aux services sociaux. Des réformes de la gestion des politiques en faveur des enfants s'avèrent indispensables si l'on veut lutter contre les problèmes auxquels ils font face et affermir les progrès déjà réalisés.

3. En outre, d'autres problèmes se manifestent qui affectent les droits des enfants. La violence au sein des familles, des communautés et de la société en général exige qu'on lui accorde plus d'attention. Les enfants qui sont confrontés à des difficultés d'ordre juridique sont fréquemment privés de leur liberté sans avoir subi de procès et un nombre important mais non chiffré d'entre eux sont sans identité en raison du fait qu'ils sont des enfants d'immigrants illégaux bien qu'ils soient nés en terre vénézuélienne et que la Constitution leur reconnaît le droit à la nationalité.

COOPÉRATION AU PROGRAMME, 1996-1997

4. En 1995, le Conseil d'administration a approuvé un programme-relais pour la période 1996-1997 qui avait pour objectifs généraux d'abord la promotion de la compatibilité entre la législation nationale d'une part et la Convention relative aux droits de l'enfant et la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes d'autre part, et ensuite une contribution au développement d'une capacité institutionnelle propre à réaliser les objectifs concernant les enfants, en particulier en matière de santé et d'enseignement fondamental, en insistant sur les régions géographiques souffrant des inégalités les plus graves. Encouragé par les activités de plaidoyer de l'UNICEF, le Gouvernement a engagé, en 1995, un processus participatif qui a pour but d'adapter sa législation auxdites conventions.

5. Le programme a accordé son soutien à la conception et à l'exécution d'une stratégie de lutte contre la diarrhée dans l'État de Zulia où les dirigeants locaux et des volontaires se sont groupés pour faire face au problème de la déshydratation. Grâce à une campagne de communication sociale dirigée par des femmes autochtones et à des activités centrées sur des solutions à apporter aux problèmes posés par la pollution de l'environnement qui avaient été identifiés comme étant une cause de morbidité et de mortalité, il a été possible de s'attaquer à d'autres problèmes portant atteinte au développement de l'enfant, y compris l'assainissement, la nutrition, l'allaitement au sein et les modes d'alimentation.

6. Le programme de renouveau de l'enseignement rural fondamental préconisé par l'UNICEF a connu une telle réussite qu'il a été adopté, au cours de l'année scolaire 1996-1997, comme constituant la politique nationale d'enseignement rural bénéficiant d'un financement du Ministère de l'éducation. Avec l'appui du programme sous-régional de l'Amazonie (approuvé par le Conseil d'administration en 1996 pour la période 1997-2001 (E/ICEF/1996/P/L.70)), l'enseignement bilingue

interculturel a été renforcé. Par ailleurs, le thème des droits de l'enfant a commencé à être intégré au programme scolaire.

7. Grâce à l'appui du mécanisme spécial d'ajustement pour l'Amérique latine et les Caraïbes, l'UNICEF a été en mesure de contribuer à l'identification des faiblesses en matière d'informations statistiques concernant les enfants et il a fourni un capital d'amorçage pour l'élargissement du système général d'informations sociales. Un soutien est maintenant accordé par d'autres agences des Nations Unies, des gouvernements d'États et des universités. Cet effort interinstitutions et interagences évite les doubles emplois et permet d'améliorer la coordination et l'utilisation rationnelle des ressources.

8. Une analyse proposée par l'UNICEF concernant l'investissement social et ses effets sur les enfants a amené le Gouvernement à évaluer et à réformer, en vue de les rendre plus efficaces, ses stratégies en matière de programme de lutte contre la pauvreté et leurs effets sur les mères et les enfants. À l'heure actuelle, des expériences pilotes locales dans le cadre de la programmation portant sur les droits, sont en train d'être intégrées dans les politiques nationales de santé et d'éducation.

Les fruits de l'expérience

9. Bien que tant le Gouvernement que la société en général reconnaissent que les efforts à faire en faveur de l'enfance constituent une priorité, le problème qui se pose est de savoir comment faire un meilleur et plus efficace usage des ressources consacrées à la survie, au développement et à la protection des enfants et des adolescents.

10. À l'occasion d'un examen conjoint de la situation des enfants auquel ont participé le Gouvernement, l'UNICEF et des ONG, la conclusion a été tirée qu'à défaut d'une intégration des intérêts et des droits des enfants aux macroréformes, un progrès durable sera difficile à réaliser même lorsqu'il s'agit de programmes tels que celui de la vaccination. Les participants à l'examen ont aussi conclu qu'il était nécessaire a) d'améliorer les rapports entre la politique générale et les fonds publics spéciaux consacrés à l'atténuation des conséquences sociales des ajustements économiques; b) de renforcer les capacités techniques, administratives, de suivi et d'évaluation; c) de décentraliser la planification; d) de réduire la fréquence des changements en ce qui concerne les interlocuteurs gouvernementaux; et e) d'étendre les systèmes d'information qui servent à guider le processus décisionnel aux niveaux national et local.

COOPÉRATION RECOMMANDÉE AU PROGRAMME, 1996-1997

Montant estimatif des dépenses annuelles a/

(En milliers de dollars des États-Unis)

| | <u>1998</u> | <u>1999</u> | <u>2000</u> | <u>2001</u> | <u>2002</u> | <u>Total</u> |
|--|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| <u>Masse commune des ressources</u> | | | | | | |
| Politique gouvernementale, enfants et parité des sexes | 400 | 350 | 350 | 400 | 350 | 1 850 |
| Développement local | 200 | 250 | 250 | 150 | 150 | 1 000 |
| Mobilisation sociale et communication | <u>250</u> | <u>250</u> | <u>250</u> | <u>300</u> | <u>350</u> | <u>1 400</u> |
| Total partiel | <u>850</u> | <u>850</u> | <u>850</u> | <u>850</u> | <u>850</u> | <u>4 250</u> |
| <u>Fonds supplémentaires</u> | | | | | | |
| Politique gouvernementale, enfants et parité des sexes | 75 | 75 | 100 | 100 | 100 | 450 |
| Développement local | 25 | 160 | 175 | 225 | 275 | 860 |
| Mobilisation sociale et communication | <u>160</u> | <u>225</u> | <u>300</u> | <u>300</u> | <u>330</u> | <u>1 315</u> |
| Total partiel | <u>260</u> | <u>460</u> | <u>575</u> | <u>625</u> | <u>705</u> | <u>2 625</u> |
| Total | <u>1 110</u> | <u>1 310</u> | <u>1 425</u> | <u>1 475</u> | <u>1 555</u> | <u>6 875</u> |

a/ En outre, un financement supplémentaire d'un montant de 1 250 000 dollars a été approuvé pour le Venezuela comme élément du programme sous-régional pour la région andine (E/ICEF/1997/P/L.24), et d'un montant de 1 125 000 dollars comme élément du programme pour la sous-région de l'Amazonie (E/ICEF/1995/P/L.70).

Objectifs et stratégie

11. Le principal objectif du programme de pays est de susciter une plus grande prise de conscience de la société concernant la situation des enfants et d'encourager un engagement plus total quant à la recherche de solutions afin d'assurer un climat permettant aux enfants d'exercer pleinement leur citoyenneté. Afin d'en arriver là, le programme accordera son appui au Gouvernement en ce qui concerne une meilleure utilisation des investissements du secteur social en vue d'une plus grande équité et d'une réduction des inégalités, un recours plus poussé à la Convention relative aux droits de l'enfant de manière à y adopter la législation nationale et à s'en inspirer dans le cadre de l'élaboration des orientations générales. Dans certaines régions marginalisées, le programme soutiendra la planification et l'exécution de services au niveau local dans le contexte du processus national de développement dans le but d'améliorer la condition des enfants les plus vulnérables.

12. La stratégie du programme tirera profit de l'expérience acquise lors du programme de pays précédent et elle sera centrée sur les activités de plaidoyer et la création de bases de données et de réseaux en vue de l'acquisition et de

/...

la diffusion d'informations se rapportant à la situation des enfants et des femmes et ce dans le but de servir à l'élaboration des politiques et des allocations budgétaires. Aux niveaux communautaire et familial dans les régions ciblées, ces stratégies seront complétées par un renforcement des capacités et par une prestation des services à la fois sélective et stratégique dans les domaines du développement du jeune enfant, des soins communautaires de la récréation et de la participation des jeunes au développement local et à l'enseignement fondamental. Ces stratégies constitueront une partie intégrante des programmes des sous-régions andine et amazonienne, mettant à profit une gamme d'expériences collectives parmi les pays participants.

Politique gouvernementale, enfants et parité des sexes

13. Le programme apportera son appui a) à l'adaptation du cadre juridique national à la Convention sur les droits de l'enfant et à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes; b) à une évaluation en cours de la situation des femmes et des enfants suivi d'une analyse et d'une large diffusion des enseignements acquis, ainsi qu'à une élaboration de politiques générales propres à assurer les droits des enfants et des femmes, et c) au renforcement de systèmes d'information décentralisés et très étoffés.

14. Les activités comporteront notamment une assistance technique aux ministères centraux engagés dans la réforme des politiques, l'élaboration de programmes de formation destinés aux interlocuteurs et portant sur les incidences des droits de l'enfant sur les politiques gouvernementales, et le soutien à l'élaboration d'indicateurs pour évaluer les incidences de ces politiques. Pour ces efforts, les principaux associés et interlocuteurs seront les principales universités, les centres de recherche et les instituts de formation.

Développement local

15. Le programme dont les activités seront centrées sur certains bidonvilles de la zone métropolitaine de Caracas et les États de Zulia et de l'Amazonas, visera à responsabiliser les familles en leur fournissant un accès à l'information et à la formation concernant de meilleures pratiques dans le domaine des soins aux enfants, une formation à la gestion des programmes communautaires de santé, de nutrition, d'éducation et de développement des communautés, un encouragement aux échanges d'expériences et une démonstration portant sur l'efficacité des projets intersectoriels qui visent à venir à bout de la marginalisation et du manque d'accès aux services et aux droits liés à la citoyenneté en raison de la pauvreté. Les résultats de ces expériences serviront de données d'expérience utiles à l'élaboration des politiques nationales et à la promotion de la mobilisation sociale.

16. Les activités clés visant au renforcement de la gestion au niveau local comprendront la formation des municipalités et des départements dans les domaines de la planification de la gestion et de l'évaluation en ce qui concerne l'exécution de plans de développement locaux et ce sous l'angle des droits de l'enfant et de la parité des sexes avec en complément des examens des progrès

accomplis et des ajustements à apporter sur la base de ces examens. Le programme favorisera la participation communautaire grâce à la conception d'une stratégie de mobilisation locale et à son application aux municipalités couvertes par le programme. Le programme accordera son soutien à une prestation limitée de services et sera davantage axé sur l'assistance technique de manière à contribuer à l'élaboration de plans de développement locaux qui favorisent les enfants. Le programme créera des partenariats avec les gouvernements et les organisations de développement locaux, les dirigeants d'associations civiques et religieuses et les universités locales.

Mobilisation sociale et communication

17. Le présent programme a pour but d'analyser et de diffuser les informations et les connaissances de manière à ce que les interlocuteurs gouvernementaux et de la société civile soient en mesure de définir les priorités et de guider les initiatives de façon à assurer le respect des dispositions de la Convention relative aux droits de l'enfant ainsi qu'une prestation efficace des services et l'utilisation des ressources à l'avantage des enfants et des femmes. L'UNICEF apportera son soutien aux forums organisés dans le but d'assurer une collaboration entre les secteurs publics et privés pour accroître la mobilisation des ressources nécessaires aux programmes de développement social et pour veiller à ce que les problèmes concernant les enfants demeurent prioritaires au niveau des préoccupations nationales au moyen d'un recours régulier aux enquêtes d'opinion publique et d'autres méthodes.

18. Le programme encouragera une stratégie de communication qui servira à informer les décideurs de la situation des enfants et des progrès réalisés concernant l'exécution du programme à travers le pays. La stratégie fera appel aux moyens d'information et à d'autres circuits directs y compris les ONG et les organismes gouvernementaux. La stratégie s'inspirera des enquêtes portant sur les connaissances, les attitudes et les pratiques et ces enquêtes serviront à son suivi. Des alliances importantes seront formées avec des universités, des moyens d'information et les dirigeants de la société civile, y compris l'Église catholique, le secteur privé et les ONG.

Suivi et évaluation

19. L'exécution et le suivi du programme de pays seront coordonnés par un comité sous la direction du Bureau de coordination et de planification nationales de la Présidence de la République qui sera composé de tous les principaux partenaires gouvernementaux et de la société civile, de représentants de l'UNICEF et d'autres agences. Des comités similaires seront créés aux niveaux des États et des municipalités où des plans de développement locaux sont exécutés.

20. Un ensemble d'indicateurs quantitatifs et les résultats escomptés ont été identifiés pour chacun des programmes. Il sera procédé à des évaluations sur une base participative et les résultats seront mis à la disposition des partenaires et de l'ensemble de la société. Fin 1998, il sera procédé à une évaluation afin de fournir des apports au nouveau gouvernement qui doit entrer en fonction en 1999.

21. Le Comité national supervisera les examens annuels du programme et l'examen à mi-parcours qui sera entrepris en 2000. Conformément à la récente décision du Conseil d'administration concernant les critères d'affectation de la masse commune des ressources (E/ICEF/1997/12 (Section III), décision 1997/12), l'UNICEF et le Gouvernement procéderont alors à des discussions concernant la nature de la coopération future de l'UNICEF avec le Venezuela.

Coordination avec d'autres organismes des Nations Unies

22. La collaboration avec le Programme des Nations Unies pour le développement sera axée sur l'élaboration de politiques nationales et de systèmes d'information. L'UNICEF oeuvrera également en association avec l'Organisation panaméricaine de la santé/Organisation mondiale de la santé en ce qui concerne les réformes du secteur de la santé, avec l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture en matière de réformes du secteur de l'enseignement ainsi qu'avec l'Organisation internationale du Travail en vue de l'adaptation de la législation vénézuélienne et de l'adoption de politiques concernant le travail des enfants. En outre, l'UNICEF collaborera avec la Banque mondiale sur des questions relatives aux programmes d'urbanisation ainsi qu'avec la Banque interaméricaine de développement en vue d'un cofinancement de projets.

Gestion du programme

23. Le Bureau sera structuré de manière à refléter et à soutenir le cadre du programme de pays, avec un centrage plus poussé sur les compétences spécialisées concernant les politiques relatives aux droits de l'enfant, notamment dans les domaines des réformes juridiques, de la gestion des communications et de l'information. Le Bureau conservera ses dimensions modestes et se concentrera sur sa capacité à susciter l'intérêt des partenaires, à créer des alliances et à mobiliser des ressources afin de réaliser les objectifs du programme. Cette formule remplacera le centrage antérieur qui portait sur la programmation et la santé.

Appels de fonds

24. Les fonds supplémentaires destinés au nouveau programme de pays seront limités. Toutefois, l'UNICEF a établi des rapports avec le secteur privé national de manière à accroître le financement supplémentaire à partir de ressources locales.

TABLEAU

LIENS ENTRE LE BUDGET-PROGRAMME, LA DOTATION EN PERSONNEL ET LES DÉPENSES DE PERSONNEL

PAYS : VENEZUELA
PROGRAMME : 1998-2002

| SECTION/DOMAINES DU PROGRAMME ET SOURCES DE FINANCEMENT | BUDGET-PROGRAMME | | | | POSTES a/ | | | | | | | | | | DÉPENSES DE PERSONNEL b/ | | | |
|--|--|-----------------|-------------------------------------|---|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-------------------|-----------------|-------------------|--------------------------|----------------------------------|----------------------------------|-----------|
| | MC | FSD | NSF | Total | D2/L7 | D1/L6 | P/L5 | P/L4 | P/L3 | P/L2 | AI | AN | SG | Total | AI | Locaux | Total | |
| MASSE COMMUNE DES RESSOURCES : POLITIQUE GOUVERNEMENTALE, ENFANTS ET PARITÉ DES SEXES DÉVELOPPEMENT LOCAL MOBILISATION SOCIALE ET COMMUNICATION | 1 850 000 1 000 000 1 400 000 | | | 1 850 000 1 000 000 1 400 000 | 0 0 0 | 0 0 0 | 0 0 0 | 0 0 0 | 0 0 0 | 0 0 0 | 0 0 0 | 2 0,3 0 | 2 0 1 | 4 0,3 1 | 0 0 0 | 832 969 204 539 84 822 | 832 969 204 539 84 822 | |
| TOTAL MC | 4 250 000 | | | 4 250 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 2,3 | 3 | 5,3 | 0 | 1 122 330 | 1 122 330 | |
| FONDS SUPPLÉMENTAIRES : POLITIQUE GOUVERNEMENTALE, ENFANTS ET PARITÉ DES SEXES DÉVELOPPEMENT LOCAL MOBILISATION SOCIALE ET COMMUNICATION | | 0 0 0 | 450 000 860 000 1 315 000 | 450 000 860 000 1 315 000 | 0 0 0 | 0 0 0 | 0 0 0 | 0 0 0 | 0 0 0 | 0 0 0 | 0 0 0 | 0 0,7 0 | 0 0 0 | 0 0,7 0 | 0 0 0 | 0 108 464 0 | 0 108 464 0 | |
| TOTAL FS | | 0 | 2 625 000 | 2 625 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0,7 | 0 | 0,7 | 0 | 108 464 | 108 464 | |
| TOTAL MC + FS | 4 250 000 | 0 | 2 625 000 | 6 875 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 3 | 3 | 6 | 0 | 1 230 794 | 1 239 794 | |
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| BUDGET D'APPUI AU PROGRAMME | Dépenses d'exploitation Effectifs | | | 832 012 | 0 | 0 | 0 | 1 | 0 | 0 | 1 | 1 | 3 | 5 | 624 639 | 628 789 | 1 253 428 | |
| TOTAL GÉNÉRAL (MC + FS + BA) | | | | | 0 | 0 | 0 | 1 | 0 | 0 | 1 | 4 | 6 | 11 | 624 639 | 1 859 583 | 2 484 222 | |
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | Nombre de postes et dépenses de personnel : | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | Cycle du programme actuel | | | | | | | | | | | 1 | 4 | 7 | 12 | | | |
| | À la fin du cycle du programme proposé (à titre indicatif) | | | | | | | | | | | 1 | 4 | 6 | 11 | 624 639 | 1 859 583 | 2 484 222 |

Abréviations : MC = masse commune des ressources; FSD = fonds supplémentaires disponibles; NFS = nouveaux fonds supplémentaires; FS = fonds supplémentaires; AI = administrateurs recrutés sur le plan international; AN = administrateurs recrutés sur le plan national; SG = agents des services généraux; BA = budget d'appui

a/ Chaque poste, quelle qu'en soit la source de financement, appuie le programme de pays dans son ensemble.

b/ À l'exception du personnel temporaire et des heures supplémentaires.